

Cycle 2016

L'aménagement du territoire peut-il être démocratique ?

Session 7

Démocratie territoriale, développement communautaire

**Coordination scientifique
Marie-Christine Jaillet**

**Mercredi 12, Jeudi 13 & vendredi 14 octobre 2016
Communauté d'agglomération Est Ensemble
100 Avenue Gaston Roussel – 93230 Romainville**

Démocratie territoriale, développement communautaire

Le terme « communautaire » n'a pas bonne presse en France, dès lors qu'il renvoie à des figures particularistes, religieuses ou culturelles. Pourtant, les politiques dites « de la ville » insistent sur la mobilisation active des habitants comme facteur central de la transformation des quartiers populaires qui accueillent aussi des groupes ethniques minoritaires. Comment les acteurs territoriaux résolvent-ils cette tension ? La politique de la ville peut-elle être démocratique ?

Mercredi 12 octobre (ouverture à des participants extérieurs)

Communauté d'agglomération Est Ensemble- 100 Avenue Gaston Roussel – 93230 Romainville
Métro Raymond Queneau (ligne 5)

Accueil café 9h30

Marie-
Christine
Jaillet

10h – 11h

Comprendre la politique de la ville en France

Issues des premières opérations « habitat et vie sociale » à la fin des années 1970, la politique de la ville s'est progressivement déployée en étendant ses territoires (on compte aujourd'hui un millier de quartiers prioritaires) et ses champs d'intervention (du bâti à l'économique, de la santé à l'éducation, de la sécurité à la culture, etc.). L'effort de l'État atteint 500 M€ par an à quoi il faut ajouter 12 milliards € de l'ANRU. Pour autant, le sentiment domine d'un échec. Et si nous n'avions pas les bonnes lunettes pour comprendre les enjeux et mesurer les résultats ?

Pause

Philippe
Estèbe,
directeur de
l'Ihdate,
Marie-
Christine
Jaillet

11h15 – 12h30

Enjeux croisés de la politique de la ville et de l'aménagement du territoire

Le rapprochement de la politique de la ville et de l'aménagement du territoire est un projet qui date de plus de vingt ans, lorsque Michel Delebarre avait été nommé ministre de la Ville et de l'Aménagement du territoire. Ce n'est qu'en 2014, avec la création du CGET, que la fusion (administrative) de ces deux politiques est réalisée. Qu'est-ce que cette fusion dit de l'évolution croisée de ces deux politiques, et de la pertinence de l'objectif de relier les politiques dites de « développement » et les politiques dites de « solidarité » ?

Déjeuner sur place

12h45 – 13h45

Florian
Weber

14h – 15h30

Le programme « Soziale stadt » en Allemagne : bilan et perspectives

Depuis 1999, l'État fédéral apporte une aide aux municipalités qui s'inscrivent dans le programme « Soziale Stadt », ciblant des quartiers défavorisés, accueillant une forte population d'origine étrangère. Ce programme, dont les moyens semblaient, un temps, devoir être réduits drastiquement, a connu un rebond, notamment suite à de fortes demandes émanant de municipalités. Quelles sont les caractéristiques, les réussites et les limites de cette politique de la ville « à l'allemande » ?

Pause

Renaud
Epstein

15h45 – 17h

Participation démocratique et politique de la ville : une approche comparative européenne

La question de la participation démocratique des populations concernées est présente dans toutes les politiques qui s'apparentent, dans les pays européens voisins, à la politique française de la ville. Celle-ci pourtant semble régulièrement manquer le rendez-vous de la participation. En quoi le détour européen nous permet-il de comprendre les spécificités françaises ?

Travaux en Ateliers

17h – 19h

Jeudi 13 octobre

Le Relais- 61 Avenue Victor Hugo – 93500 Pantin - Métro Eglise de Pantin (ligne 5)

L'établissement public territorial Est Ensemble regroupant 9 villes et 400 000 habitants est situé aux portes de Paris et dispose d'une identité forte qui s'appuie sur une longue tradition ouvrière et populaire. C'est un territoire où la ville bouillonne d'initiatives et d'innovations grâce, en particulier, à sa population jeune et multi-culturelle ; il offre aussi des possibilités considérables en matière d'intensification, de renouvellement et d'innovation urbaine avec près de 1,5 millions de m2 constructibles dans les zones d'aménagements concertées.

Le territoire de la Plaine de l'Ourcq, traversé par le canal de l'Ourcq, est un espace unique sur le plan urbanistique et paysager. En pleine reconversion, c'est l'un des rares lieux de création de la ville de demain qui cherche à composer avec 5 ZAC, deux PRU, l'arrivée de projets de transports structurants telles la ligne 15 du Grand Paris Express, la tangentielle nord ou un Tzen sur la RN3.

Les enjeux clairement affirmés par Est Ensemble dans son contrat de développement territorial d'être la « fabrique du Grand Paris » posent les questionnements suivants :

Comment développer des projets qui infusent sur l'ensemble du territoire ? Comment mettre en place une hybridation entre les opérations d'aménagement des ZAC et les projets des quartiers PRU ? Enfin, comment faire en sorte que les habitants, à travers les actions de la politique de la ville, intègrent ce processus de transformation urbaine ?

**Hélène
Planque,**

8h30 – 9h30

Plaine de l'Ourcq, lieu d'engagement de la « fabrique du Grand Paris » : les enjeux d'interface des politiques d'Agglomération

Présentation de 3 projets de rénovation urbaine par Philippe de Castilla, directeur de l'assistance à maîtrise d'ouvrage du PRU de Bobigny

Déplacements en métro ou en bus

10h – 12h30

A la rencontre des acteurs des quartiers de la politique de la ville de l'est parisien (Quartiers Abreuvoir et Bobigny), par petits groupes, accompagnés par les chefs de projets de rénovation urbaine.

Déjeuner au Relais

13h – 14h

**Brice de La
Mettrie,
Michèle
Esposto**

14h – 15h

Enjeux croisés de la politique de la ville et de la rénovation urbaine : le cas de l'agglomération Est Ensemble

Les auditeurs

15h – 15h45

Quelle politique pour les quartiers ?

Chaque groupe d'auditeurs est invité à construire un propos interrogatif et prospectif sur les enjeux de la politique de la ville à partir des observations de la matinée.

Pause

**Faysa
Bouterfass,
Marc
Ratsimba**

16h – 17h

Débat à partir du rapport des groupes

Travaux en Ateliers

17h – 18h30

A l'initiative de Dominique Forgues et Franck Pouzol, auditeurs 2016

Conférence et débat avec **Christophe Dalstein**, directeur du projet EuropaCity,

EuropaCity, ou comment inscrire un projet privé dans les différentes échelles territoriales ?

19h – 20h30 Pavillon de l'Horloge

63 Avenue Gaston Roussel – 93230 Romainville - Métro Raymond Queneau (ligne 5)

Vendredi 14 octobre (ouverture à des participants extérieurs)

Communauté d'agglomération Est Ensemble - 100 Avenue Gaston Roussel – 93230 Romainville
Métro Raymond Queneau (ligne 5)

Accueil café

9h

**Loïc
Blondiaux**

9h30 – 10h45

A quelle condition la démocratie participative peut-elle tenir ses promesses ?

Depuis une vingtaine d'années, les collectivités locales ont mis en place de nombreux dispositifs dits de « démocratie participative » qui visent à mieux associer les citoyens au processus de décision. Cette offre politique de participation rencontre pourtant rarement le succès escompté. Les échecs se multiplient, au point de remettre en cause ces démarches dans leur principe et leur utilité mêmes. Comment expliquer ces difficultés et pourquoi arrive-t-il parfois que ces politiques atteignent leurs objectifs ?

Pause

Kaïs Marzouki

11h – 12h45

Démocratie et développement des quartiers :

Conseils citoyens : deux ans après leur création, quel état des lieux ?

Buffet sur place

13h – 14h

**Les
participants**

14h – 15h

Travail en groupes mixtes « Politique de la Ville et Aménagement »

**Sébastien
Jallet**

15h – 16h

Restitution des travaux

Discussion générale

Les intervenants



Marie-Christine Jaillet est directrice de recherche au CNRS. Spécialiste de la ville, elle a mené de nombreux travaux sur la périurbanisation et en particulier sur les modes de vie pavillonnaires. Elle s'intéresse également à la "politique de la ville" et à la requalification des quartiers "en difficulté". Elle développe actuellement des réflexions sur les processus de métropolisation et leur impact sur l'organisation des modes de gouvernance urbaine. Après avoir dirigé un laboratoire de recherche pluridisciplinaire à l'Université de Toulouse 2, le LISST (Laboratoire Interdisciplinaire Sociétés Solidarités Territoires) associé au CNRS et à l'EHESS qui réunit des sociologues, des anthropologues et des spécialistes des études urbaines et assuré la vice-présidence du Conseil Scientifique de son Université jusqu'en avril 2012, elle travaille aujourd'hui au développement d'un Institut de la Ville à Toulouse et à la refondation du réseau français de recherche sur l'habitat et le logement (REHAL). Elle a été nommée à la présidence du Conseil de Développement de Toulouse Métropole. Elle a écrit de nombreux articles, dont plusieurs ont été publiés dans la revue *Esprit* et a contribué ou dirigé plusieurs ouvrages dont *La nouvelle question urbaine*, Editions PUCA, 1999 - *Diversité sociale, ségrégation urbaine, mixité*, Editions PUCA, 2008. Elle est conseillère scientifique de l'lhedate



Florian Weber travaille comme enseignant-chercheur à l'université de Tübingen en Bade-Wurtemberg après avoir été en poste à l'université des sciences appliquées Weihenstephan-Triesdorf près de Munich. Dans sa thèse, il a comparé les politiques urbaines Soziale Stadt en Allemagne et la politique de la ville en France en mettant l'accent sur les questions d'intégration et de migration. Il a notamment publié: *La politique de la ville en France et la ville sociale en Allemagne - une étude comparative* (i.ville.gouv.fr), *Krise der Banlieues und die politique de la ville in Frankreich* (Geographische Rundschau 2012, avec Hervé Vieillard-Baron et Georg Glasze), *Soziale Stadt - Politique de la Ville - Politische Logiken* (SpringerVS 2013) et *Fraktale Metropolen. Stadtentwicklung zwischen Devianz, Polarisierung und Hybridisierung* (SpringerVS 2016).



Renaud Epstein est maître de conférences en sciences politiques à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye après avoir été en poste à l'Université de Nantes. Spécialiste des politiques urbaines et de leur évaluation, il a conduit de nombreuses recherches sur la politique de la ville et la rénovation urbaine. Ses recherches actuelles portent sur l'usage des labels et trophées territoriaux dans la gouvernance multi-niveaux. Il a récemment publié *La rénovation urbaine. Démolition-reconstruction de l'État* (Presses de Sciences Po, 2013) ainsi que plusieurs articles dans lesquels il défend la thèse d'un retour de l'Etat dans la gouvernance territoriale, appuyé sur des instruments néo-managériaux tels que les appels à projets, les indicateurs ou les labels au travers desquels l'Etat gouverne à distance les territoires : *La gouvernance territoriale: une affaire d'État. La dimension verticale de la construction de l'action collective dans les territoires*, L'Année sociologique, 65 (2), 2015 ; *La circulation croisée. Modèles, labels et bonnes pratiques dans les rapports centre-périphérie*, Gouvernement et action publique, 3(3), 2015 (avec Vincent Béal et Gilles Pinson)



Géographe urbaniste de formation, **Hélène Planque** a choisi de travailler tout au long de sa carrière professionnelle, au sein de la fonction publique territoriale, sur des enjeux d'aménagement, et ce dans plusieurs territoires de la région parisienne. Elle est actuellement directrice de l'aménagement et des déplacements au sein de la Communauté d'agglomération Est Ensemble (territoire de 400 000 habitants réunissant 9 communes). Elle a été auditrice de l'Ihede en 2015.



Directeur territorial, titulaire du cycle supérieur de management de l'INET et d'un master 2 management public territorial, **Brice de La Mettrie** est directeur de l'emploi et de la cohésion sociale de l'établissement public territorial Est-Ensemble, direction qui recouvre 3 pôles : politique de la ville, accès au droit et emploi, formation et insertion. En poste depuis 2012, il est au cœur des enjeux soulevés par les transferts de compétences des villes aux agglomérations. Brice de La Mettrie était précédemment membre de l'équipe de direction de la ville de Noisy-le-Sec.



De formation sociologue-urbaniste, diplômée de Sciences Po Paris, **Michèle Esposto** est depuis 3 ans directrice de l'habitat et du renouvellement urbain de l'établissement public territorial Est-Ensemble. Au cours de son parcours professionnel en Ile de France qui l'a conduite d'un bailleur HLM à l'administration centrale de l'Etat (ministère de la ville) et désormais dans une collectivité territoriale, Michèle Esposto a développé une expertise dans les domaines de l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques de l'habitat, du développement social et du renouvellement urbain.



Faysa Bouterfass est Vice-Présidente chargée de la politique de la ville et de la cohésion sociale de la communauté d'agglomération Est-Ensemble, élue depuis 2014 en tant qu'Adjointe au Maire de Bobigny déléguée à l'Éducation, à l'Enseignement et à la Formation. Titulaire du diplôme d'avocat et d'un double master en Droit processuel et Libertés fondamentales et en Contentieux, Faysa Bouterfass exerce la profession d'avocate au Barreau de la Seine-Saint-Denis depuis 2012.



Marc Ratsimba est directeur général adjoint chargé du développement local pour la commune de Clichy-sous-bois (30 000 habitants – Seine-Saint-Denis). Il travaille sur l'un des plus importants PRU de France sur le quartier du plateau de Clichy/Montfermeil et sur la première opération de requalification de copropriétés dégradées issue de la loi ALUR sur le quartier du Bas-Clichy, qui doit bénéficier du NPNRU. Il encadre des équipes qui traitent de questions d'urbanisme, d'habitat, de développement commercial, de renouvellement urbain, de politique de la ville, de vie associative et de démocratie participative. Il préside le centre de ressources « Profession Banlieue » qui accompagne les professionnels intervenant sur les quartiers de la politique de la ville en Seine-Saint-Denis. Il a été auditeur de l'Ihede en 2012.



Loïc Blondiaux est professeur de science politique à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne où il dirige le parcours « ingénierie de la concertation » du master de science politique. Il préside le conseil scientifique du GIS « Démocratie et participation » depuis sa création et dirige la revue universitaire *Participations*. Ses travaux portent sur la théorie de la participation et les innovations démocratiques. Il a publié notamment *La fabrique de l'opinion*, Paris, Seuil, 1998 et *Le Nouvel esprit de la démocratie*, Paris, Seuil, 2008.



Kaïs Marzouki est actuellement le chef du bureau de la participation, de la vie associative, de la jeunesse et des sports au sein du Commissariat à l'égalité des territoires (CGET).

Il a suivi un double cursus de didactique des langues à Grenoble 3 et de médias électroniques à Paris 8. Il a commencé sa carrière en tant qu'enseignant et formateur entre Tunis, Grenoble et Paris, avant de rejoindre l'administration, d'abord au Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations, et ensuite à l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances. Il y a occupé plusieurs fonctions en lien avec l'accompagnement et le soutien des associations, l'éducation et les jeunes.

Il a plusieurs engagements associatifs essentiellement autour de la question de l'engagement citoyen.



Sébastien Jallet est commissaire général délégué à l'égalité des territoires et directeur de la ville et de la cohésion urbaine depuis décembre 2015. Administrateur civil, il a été directeur de cabinet du préfet de Vaucluse (2004-2005), sous-préfet de l'arrondissement de Lyon (2005-2007), secrétaire général de la préfecture du Gers (août 2007-août 2009), puis chef du bureau de l'organisation et des missions de l'administration territoriale au secrétariat général du ministère de l'Intérieur (2009-2012).

Il a ensuite été directeur adjoint de cabinet du ministre délégué à la Ville, François Lamy (juin 2012-mars 2014), puis de la ministre des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, Najat Vallaud-Belkacem (avril-août 2014), et directeur de cabinet de la secrétaire d'État chargée de la politique de la ville, Myriam El Khomri (septembre 2014-septembre 2015).

Depuis septembre 2015, Sébastien Jallet était directeur de cabinet adjoint chargé de l'emploi et de la formation professionnelle auprès de la ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, Myriam El Khomri.

Renseignements : Philippe Estèbe – Nathalie Leroux – Anne Mattioli

IHEDATE, Maison des Ponts, 15, rue de la Fontaine-au-Roi, 75127 Paris Cedex 11– 01 44 58 24 62/24 40

secretariat@ihedate.org / www.ihedate.org